



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2025253-0002

Arrêté préfectoral complémentaire relatif aux installations exploitées par la société AL-BABTAIN, nom d'usage PETITJEAN, sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 511-1, L. 511-2 et L.512- 20 ;

VU le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE, préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires n° PCICP2025157-0001 du 6 juin 2025 ;

VU l'étude d'impact des rejets dans le milieu récepteur datée de février 2021 ;

VU la visite d'inspection du 10 juin 2025 ;

VU les documents transmis par l'exploitant le 11 juin 2025 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 29 juillet 2025 ;

VU le courrier recommandé du 31 juillet 2025 avec accusé de réception du 4 août 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à la société AL-BABTAIN, nom d'usage PETITJEAN, et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que l'installation exploitée par la société AL-BABTAIN, nom d'usage PETITJEAN, est dûment autorisée par l'arrêté préfectoral n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le process actuel ne permet pas de capter l'ensemble des poussières émises au droit du bain de galvanisation ;

CONSIDÉRANT que des poussières chargées en zinc finissent par se concentrer sur la toiture du bâtiment de galvanisation ;

CONSIDÉRANT qu'en cas d'épisode pluvieux, les poussières présentes sur la toiture sont lessivées et envoyées dans le rejet d'eau pluvial du site ;

CONSIDÉRANT que le rejet d'eau pluvial a pour exutoire le ru de la Fontaine Saint Martin, écoulement ayant le statut de cours d'eau ;

CONSIDÉRANT que l'étude d'impact datée de février 2021 fait état d'impacts sur le milieu naturel, notamment sur les sédiments du ru de la Fontaine Saint Martin ;

CONSIDÉRANT les constats effectués lors de la visite du 10 juin 2025 faisant état de présence de poussières potentiellement polluées sur les sols du site, notamment au droit du bâtiment de peinture ;

CONSIDÉRANT qu'en cas d'épisode pluvieux, ces poussières seront lessivées et dirigées dans le réseau pluvial du site, puis envoyées vers le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que ces poussières peuvent potentiellement avoir un impact sur le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que les différents points de rejets aqueux du site ne font pas l'objet d'analyses régulières ;

CONSIDÉRANT que le plan présenté et transmis par l'exploitant ne permet pas de localiser précisément l'ensemble des points de rejets aqueux du site ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 512-20 du code de l'environnement dispose :

« En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires [...] soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités [...] » ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 511-1 du code de l'environnement mentionne explicitement parmi les intérêts qu'il protège la nature et l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 : OBJET

La société AL-BABTAIN, nom d'usage PETITJEAN, dont le siège social est situé 52 avenue du Maréchal Leclerc à SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS (10120), est tenue de respecter les prescriptions complémentaires énoncées ci-dessous pour ses installations implantées sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS.

Article 2 : ÉTUDE POUSSIÈRES

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une étude analysant les causes des rejets de poussières et proposant des solutions afin de limiter les rejets de poussières liés à l'activité de galvanisation dans un délai de 12 mois.

Article 3 : PLAN DES RÉSEAUX

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan des réseaux du site permettant de localiser précisément l'ensemble des points de rejets aqueux vers le milieu naturel dans un délai de 3 mois.

Article 4 : PLANNING D'ANALYSE DES REJETS AQUEUX

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois un planning d'analyse des rejets aqueux pour l'ensemble des points de rejets répertoriés dans le plan prescrit au titre 3 du présent arrêté. La campagne d'analyse de l'ensemble des rejets aqueux doit être effectuée dans un délai maximum de 12 mois.

Article 5 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société AL-BABTAIN, nom d'usage PETITJEAN.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par la mairie de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

Article 6 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et la maire de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **10 SEP. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Franck DORGE

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.